

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

AFFAIRES DE CORRUPTION TRAITÉES PAR LA JUSTICE ALGÉRIENNE DEPUIS 2006

# Plus de 1000 cas par an, mais très peu de gros dossiers

**2006 est l'année où fut votée la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption. Combien d'affaires ont été traitées par la justice algérienne depuis ? Plus de 12 000, essentiellement de la petite corruption et très peu de gros dossiers.**

En juin 2011, lors d'une session plénière à l'APN consacrée à l'examen des projets d'amendement du code pénal et de la loi relative à la lutte contre la corruption, le ministre de la Justice, Tayeb Belaïz, avait annoncé que les tribunaux algériens ont eu, depuis 2006, à traiter 7 324 affaires liées à la corruption. Il a en outre souligné que la justice avait procédé, dans le cadre du traitement de ces affaires de corruption, à la saisie de fonds et à la récupération de biens détournés. Il a réfuté l'idée selon laquelle «la justice manque de fermeté» face à la corruption, affirmant que cela découlait d'un travail discret en application du



principe de confidentialité et de non-divulgaration des noms de personnes condamnées, dans le souci de préserver la réputation de leurs familles.

Rappelant que la lutte contre la corruption «n'est pas l'affaire de la justice seulement», M. Belaïz avait estimé que ce phénomène existe dans toutes les sociétés, appelant à l'implication de tout un chacun pour faire face à ce fléau. Il avait relevé

dans le même contexte que «des affaires graves sont entre les mains de la justice dont personne n'a le droit de commenter et de divulguer, y compris le ministre de la Justice», ajoutant que «des cadres dans des entreprises sollicitent l'intervention du ministre de la Justice pour la libération de l'un des accusés dans des affaires de corruption». Répondant à un député qui a déploré «l'absence

d'une volonté politique de lutte contre la corruption», M. Belaïz avait rappelé que la loi sur la lutte contre la corruption avait défini 31 délits.

«L'application inégale» des lois à tous les niveaux face à l'impunité

Il avait indiqué dans ce sens que «l'Algérie veille à assurer un équilibre entre la préservation des deniers publics, la poursuite de la lutte contre la corruption et la protection des cadres honnêtes qui existent, malgré l'omniprésence de ce phénomène dans tous les secteurs».

Le ministre avait par ailleurs déploré «l'application inégale» des lois, à tous les niveaux, face à l'impunité. Cela «porte atteinte à l'économie nationale», avait-il dit. «Nous devons nous armer de volonté et de courage pour diagnostiquer et traiter la situation», avait-il insisté.

A une question sur la non-déclaration par les hauts responsables de l'Etat et les ministres de leur patrimoine à l'entrée et à la sortie de leurs mandats, le ministre avait rappelé que les députés de l'APN

eux-mêmes avaient refusé de voter la loi prévoyant cette déclaration.

M. Abdelmalek Sellal, Premier ministre, avait affirmé en juin 2014 que la justice avait traité, au cours de l'année 2013, quelque 1 990 affaires de corruption. Nouvelles déclarations du Premier ministre il y a quelques jours : plus de 3 000 dossiers liés à la corruption ont été traités par la justice depuis 2014.

Ces chiffres ont été donnés à l'ouverture des travaux de la Tripartite, le lundi 6 mars, à Annaba. Pour la même période, 144 dossiers concernaient l'évasion fiscale et 2 299 avaient trait aux infractions douanières et aux mouvements illicites de capitaux. «C'est un combat sans relâche que mènent, au quotidien et avec détermination, les institutions concernées car, en plus d'être une pratique illégale et immorale, la corruption sape le moral des citoyens et érode la confiance au sein de la société», a déclaré le Premier ministre. Et d'ajouter : «La confiance est un bien des plus précieux.» Cette «performance» et ces «excellents résultats», selon lui, ne sont pas non plus le fruit du hasard, mais de la réforme de plusieurs textes législatifs (douanes, investissements, pratiques commerciales, procédures et code pénal). C'est aussi le résultat du niveau de «professionnalisme de nos services de sécurité». «Des règles justes et simples, acceptées par tous et appliquées à tous, dans l'équité et la transparence. Voilà la ligne directrice de notre action et qui est à la fois un gage de réussite et un rempart contre la corruption et les passe-droits», a précisé le Premier ministre.

Ces statistiques, malheureusement partielles, ne donnent aucune indication sur le type de délits de corruption, encore moins sur la qualité des corrompus et des corrupteurs, ni sur le préjudice causé au Trésor public.

D. H.

## Poursuivant sa lutte contre la corruption, le Nigeria inculpe Shell et ENI

La Commission pour les crimes économiques et financiers soupçonne les deux groupes pétroliers Shell et ENI de corruption, dans le cadre d'un contrat de 1,3 milliard de dollars, ce qu'ils nient.

L'agence anticorruption du Nigeria a annoncé jeudi 9 mars 2017 avoir inculpé les groupes pétroliers Shell et ENI.

Elle les soupçonne de corruption dans le cadre d'un contrat pétrolier de 1,3 milliard de dollars.

La Commission pour les crimes économiques et financiers (EFCC) a mis en accu-

sation 11 personnes pour corruption, selon des documents de justice. Le britannique Shell, l'italien ENI et sa filiale nigérienne sont soupçonnés d'avoir payé «un montant cumulé de 801 millions de dollars» à des hommes d'affaires et politiciens nigériens. La justice italienne enquête également sur cette affaire.

Cette dernière a permis en 2011 à ENI et Shell de remporter l'attribution d'un bloc pétrolier offshore au Nigeria pour 1,3 milliard de dollars. Shell et ENI ont nié tout comportement illégal.

### Une promesse de campagne

«ENI n'a rien fait d'illégal», a déclaré le Directeur général d'ENI, Claudio Descalzi, au *Financial Times* en février dernier. «A chaque étape, nous avons agi dans le respect de la loi (...) ENI et Shell ont payé le gouvernement nigérien et n'ont pas été impliqués dans la décision du gouvernement sur la manière d'utiliser cet argent.» Le président nigérien, qui a battu le président sortant, Goodluck Jonathan, à la présidentielle de mars 2015, a notamment été élu sur la promesse de combattre la corruption endémique. Il affirme que des sommes d'argent public «faramineuses» ont été volées. Depuis le début de son mandat, les autorités ont procédé à une vague d'arrestations de hauts fonctionnaires de l'administration Jonathan pour corruption, mais peu ont, jusque-là, été condamnés.

### FONCTIONNAIRES FRANÇAIS

## Un décret pour durcir les conditions du «pantouflage»

Le gouvernement s'apprête à promulguer un décret qui renforce l'obligation pour les hauts fonctionnaires issus des grandes écoles comme l'ENA, Polytechnique ou les Mines de servir effectivement l'Etat.

Il rappelle que l'engagement de servir l'Etat, au moins dix ans, est «la contrepartie du bénéfice d'une formation gratuite et rémunérée».

A compter de 2018, les diplômés de ces écoles ayant choisi la fonction publique devront accomplir quatre ans effectifs au ser-

vice de l'Etat, avant d'envisager une mise en disponibilité pour exercer dans le secteur privé.

Le terme «pantouflage» désigne, de manière familière, le fait pour un haut fonctionnaire d'aller travailler dans une entreprise privée.

Certains sociologues parlent aussi de rétro-pantouflage dans le cas de hauts fonctionnaires ayant fait leurs armes dans les cabinets ministériels, étant ensuite partis «pantoufler» dans le privé avant de revenir servir l'Etat dont ils pour-

raient éventuellement espérer, en échange de ce retour, qui peut être pour eux un «sacrifice» financier, un poste important.

Le pantouflage, notamment quand il ne se fait pas dans la plus grande transparence, pose des problèmes éthiques et déontologiques liés au mélange des sphères privées et publiques, et des sphères de l'intérêt général et des intérêts particuliers ou de grandes entreprises. Il est source de situation de conflits d'intérêts.

LSC

### ROUMANIE

## L'efficace lutte anticorruption

**Un organisme salué par l'Europe.** Créée avec le soutien de l'Union européenne avant l'adhésion de la Roumanie à l'UE en 2007, la Direction nationale anticorruption (DNA) est devenue l'une des instances de lutte contre la corruption les plus efficaces de l'UE.

**Des milliers de dossiers.** Cent dix procureurs gèrent plus de 12 000 dossiers pour des faits de grande corruption, supérieurs à 10 000 €.

En 2016, 1 271 personnes ont été traduites devant la justice dont une trentaine de personnalités, ministres, sénateurs, députés, magistrats, chefs d'entreprises publiques, etc.

**De nombreuses condamnations.** Jusqu'ici, 879 personnes ont été définitivement condamnées, plus d'un tiers d'entre elles ont été incarcérées. Sur les 4 000 condamnations pour corruption prononcées entre 2010 et 2016, 437 portaient sur des fraudes aux fonds européens, selon l'ONG roumaine SAR.